et la morale publique, la protection contre l'incendie, les bibliothèques, les égouts et l'adduction d'eau.

Organisation judiciaire.—Les cours et tribunaux des trois provinces sont essentiellement les mêmes. Au Manitoba, il y a la Cour d'Appel, composée d'un juge en chef et de quatre autres juges appelés juges des appels; la Cour du Banc du roi; le tribunal de vérification et les tribunaux de comtés. En Saskatchewan, on compte la Cour d'Appel et la Cour du Banc du roi (lesquelles avec les juges de la Cour suprême, ont juridiction sur les faillites) et diverses cours de district. En Alberta, la Cour suprême est composée de deux divisions; la division de première instance et la division d'appel (les juges comme en Saskatchewan ont juridiction sur les faillites) et aussi plusieurs districts et sous-districts judiciaires présidés par des juges de district.

2.—Saskatchewan.

La province de la Saskatchewan, avec de nombreuses coutumes et organisations municipales dont elle avait hérité des anciens territoires du Nord-Ouest, commença son existence en 1905. Des commissions d'enquête eurent tôt fait de mettre au rencart un grand nombre de ces us et coutumes et un des premiers changements dans l'administration municipale fut l'amendement des lois d'amélioration locale et la refonte des autres lois concernant les municipalités.

En général, l'administration municipale, dans la Saskatchewan ressemble à celle du Manitoba. Le district scolaire constitue l'unité la plus importante. Les districts en voie de colonisation, dans la Saskatchewan comme dans l'Alberta, diffèrent de ceux du Manitoba en ce qu'ils consistent en territoires clairsemés d'habitants où n'existe nulle organisation, ni municipale, ni autre. En règle générale, chaque district en voie de colonisation a exactement la même superficie que la municipalité rurale en laquelle il peut être subséquemment transformé, c'est-à-dire l'unité territoriale de dix-huit milles carrés ou neuf cantons. Les taxes sont perçues par le département des affaires municipales et sont dépensées dans les limites du district pour la voirie, la destruction des animaux et des insectes nuisibles, etc.

Lorsqu'un hameau compte 50 habitants y résidant effectivement, il peut obtenir son incorporation comme village, s'il la sollicite. Les taxes peuvent être prélevées et à cette fin, les terres sont évaluées à leur juste valeur, mais les bâtiments et constructions ne sont évalués qu'à 60 p.c. de leur valeur; les biens mobiliers et les revenus peuvent également être imposés. Toutefois, si les deux tiers des contribuables du village le demandent par pétition écrite, le conseil peut décider, par voie de règlement, que la répartition des taxes sera basée sur la valeur des terres uniquement.

Avant de se transformer en ville, un village doit avoir 500 habitants. Les terres et constructions sont taxées comme dans les villages, mais la ville a, de plus, le pouvoir d'imposer une taxe sur le revenu, sur les biens mobiliers et sur les améliorations.

Les villes comptant 5,000 âmes peuvent devenir cités, en vertu de la loi générale des cités. La cité peut, à son gré, taxer les terres, exempter les bâtiments et constructions. L'administration municipale d'une cité en Saskatchewan est composée du maire et des échevins élus par le peuple et de commissaires nommés; les bureaux de contrôle, communs aux cités de l'est, y sont inconnus.